

Catherine Lapierre

Intervention le 17 février 2016 au séminaire des fondations Copernic, Gabriel Peri et de l'Institut Tribune Socialiste

« Faut-il démarchandiser ou démondialiser ? Caractéristiques du capitalisme contemporain »

SORTIE DE CRISES : DES TERRITOIRES ET DES CITOYENS PRENNENT L'INITIATIVE.

Les trois accélérations des dernières décennies - marchandisation-mondialisation-financiarisation – sont le symptôme de la lutte contre la baisse du taux de profit.

« Marchandisation » : extension du capital à de nouveaux secteurs (loisirs, santé, relations interpersonnelles, ...).

« Mondialisation » : extension géographique (circulation mondiale des capitaux, chaînes de fabrication mondialisées).

« Financiarisation » : primauté de la « valeur pour l'actionnaire » - 70% des profits du CAC40 ont été distribués en dividendes aux cours des 10 dernières années -, spéculation - prédominance des paris sur la hausse ou la baisse des cours grâce à la généralisation des produits dérivés, la durée moyenne de détention d'une action n'est plus que de quelques minutes - , cette financiarisation s'étend à la nature - bio-banques au prétexte de protéger les espèces en danger - .

Marchandisation-mondialisation-financiarisation on conduit, dans cette seconde décennie du 21^{ie} siècle, à une grande fragilité. Le système des marchés mondialisés et dérégulés produit du dumping social (déplacement incessant des activités vers le moins-disant social), fiscal (fuite de la richesse vers les paradis fiscaux) et environnemental (les pays riches envoient leurs déchets dans les pays pauvres, les émissions de gaz à effet de serre des pays développés doivent être majorées de 50%¹ si l'on considère celles qui sont dues à leur consommation largement tributaire des importations en provenance de la Chine, atelier du monde).

Ce système a engendré la crise économique, sociale et environnementale dans laquelle nous sommes plongés. L'idéologie qui le supporte – le néolibéralisme hostile à toute régulation excepté celle des marchés – est cependant encore largement dominante. L'aspiration à un développement durable régulé, compatible avec le bien être des futures générations et les limites de la planète, se diffuse pourtant dans les opinions publiques et à travers de nombreuses expérimentations concrètes des territoires et des citoyens.

MONTEE DE LA DESAFFILIATION A UN SYSTEME QUI NE PROCURE PLUS DE SECURITE :

Jusque dans les années 1970, les gains de productivité obtenus par les méthodes de production de masse ont permis dans les pays industrialisés une adhésion généralisée par la promesse d'un confort matériel accru pour tous. Cette dynamique² de la société de consommation est épuisée dans ces pays, les crises augmentent la désaffiliation.

¹ L'empreinte carbone de la consommation des Français » SOeS Commissariat général au développement durable 2012 « les émissions importées, le passager clandestin du commerce mondial » RAC-ADEME-CITEPA 2013,

² Dynamique désignée sous l'appellation de régime d'accumulation Fordien lié à l'organisation scientifique du travail de Taylor

Accroissement des inégalités, chômage de masse et précarité, menaces sur les acquis sociaux, risques financiers climatiques et environnementaux, risques pour la paix. Ces maux frappent particulièrement une jeunesse de plus en plus éduquée.

Paupérisation et précarisation

L'OIT prévoit plus de 200 millions de chômeurs fin 2016. 1Md d'êtres humains souffrent de la faim, 1 Md vivent dans des bidonvilles et ce sont souvent des anciens paysans chassés de leurs terres.

Aux USA, centre du capitalisme, près de 40% de la population en âge de travailler est retirée du marché du travail. Avec la montée des inégalités, la classe moyenne, majoritaire en 1970 (62% de la population), ne l'est plus. Ses revenus ont baissé en termes réels. Le nombre de pauvres est en augmentation.

En Europe et en France apparaît le phénomène des travailleurs pauvres et un taux de chômage supérieur à 10% s'observe au Sud. La précarité s'installe chez ceux qui travaillent : en France 70% des embauches se font avec des contrats de moins d'un mois. Ceux, de plus en plus nombreux, qui se débrouillent hors du marché du travail, auto-entrepreneurs, travailleurs UBER ne bénéficient d'aucune protection sociale. Et, avec la crise des finances publiques, les filets sociaux sont menacés.

Ainsi les populations éduquées des anciens pays industrialisés se trouvent marginalisées, désimpliquées à l'égard d'un système qui les exclut. Certes une part de la population des pays « émergents » (BRICS) est sortie de la pauvreté, mais ce progrès est limité par la montée des inégalités et reste fragile, soumis aux aléas du commerce international.

Crise environnementale

Les menaces sur le climat se rapprochent, la concentration actuelle de CO2 dans l'atmosphère est de 400ppm et il est impératif de ne pas dépasser 450ppm sous peine d'un dérèglement incontrôlable. Seules des politiques extrêmement volontaristes peuvent les éviter. En dépit du protocole de Kyoto par lequel les pays industrialisés s'engageaient à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre de 10% entre 1990 et 2015, les émissions mondiales ont augmenté de 61% entre ces deux dates³, elles augmentaient encore à un rythme annuel de 2,3% en 2013. Or, pour limiter le réchauffement climatique à 2°C afin d'éviter d'entrer dans un régime climatique incontrôlable, il faut réduire dès maintenant de 10% par décennie ces émissions. Les engagements volontaires des pays annoncés à la COP21 sont insuffisants et leur point de départ est en 2020, seulement dans 4 ans.

Nous consommons 1,5⁴ fois plus que la terre ne peut supporter en pollutions et prélèvements sur ses ressources naturelles. Acidification des océans, stérilité des sols et désertification, disparitions d'espèces vitales telles que les pollinisateurs, disparition des puits de carbone que sont les grandes forêts⁵ (13Mha par an)... Au moins quatre des neuf frontières vitales pour le fonctionnement du système terre ont déjà été transgressées.

Menaces pour la sécurité

³ Encore ne sont pas comptabilisées les émissions liées aux transports aériens fortement émetteurs et au commerce international de marchandises, qui ne sont attribuées à aucun pays.

⁴ Calcul de l'empreinte écologique

⁵ Des études scientifiques récentes tendent à montrer que la capacité d'absorption des gaz à effet de serre en Amazonie est réduite de 50% par rapport à ce que l'on pensait jusqu'ici

La montée des risques est déjà perçue par les réassureurs. Voici ce que déclarait la SCOR : « 80% des destructions survenues sur terre en 2014 étaient le fait de la nature: tsunamis, éruptions volcaniques, sécheresses, phénomènes micro-climatiques ». Les rapports Stern ont prévenu que le coût du changement climatique serait nettement supérieur au coût des investissements nécessaires pour l'éviter et font des recommandations de politiques vigoureuses.

La volatilité des marchés financiers, amplifiée par la spéculation, déstabilise les producteurs et les pays vivant des matières premières. L'injection massive de liquidités par la FED et la BCE a produit une bulle qui menace d'éclater.

On assiste à une multiplication des conflits armés, provoqués, entre autres, par des tensions sur des ressources vitales (eau, pétrole, terres fertiles) et engendrant des flux migratoires massifs.

DES ALTERNATIVES SE CONSTRUISENT, BASEES SUR L'INITIATIVE CITOYENNE, PREFIGURANT UN MODE DE DEVELOPPEMENT DURABLE

Les territoires reprennent la main

La concentration des entreprises, largement amplifiée avec la mondialisation et la domination des firmes multinationales, a enlevé aux territoires la maîtrise de leur développement. Ainsi, en Picardie, 1 emploi industriel sur 2 dépend de centres de décision hors région, 1 sur 3 de centres de décision étrangers⁶.

La volatilité et la rareté des emplois poussent les territoires à s'emparer des thèmes du développement durable pour bâtir avec les parties prenantes des stratégies alternatives de développement ancrées dans le territoire. Avec les agendas 21, les plans climat territoriaux, les programmes « leader », « villes en transition », « territoires à énergie positive », ..., il s'agit de valoriser les ressources locales au profit du territoire : développement d'un programme d'énergies renouvelables, construction de boucles d'économie circulaire (circuits courts, ressourceries, mise en commun de ressources par des entreprises voisines, économie de la fonctionnalité, ...), soutien à une agriculture respectueuse de l'environnement plus riche en emplois, mobilisation de l'épargne locale au profit des projets locaux. Toutes ces initiatives amorcent une autre logique de développement au profit des territoires et de leurs habitants, basée sur la valorisation et l'entretien des ressources locales de toute nature (humaines et naturelles).

A cette fin les collectivités territoriales cherchent à mobiliser tous les acteurs du territoire. Elles trouvent un allié précieux dans l'économie sociale et solidaire⁷ dont les valeurs –non lucrativité, association des parties prenantes, réinvestissement des bénéfices dans l'activité – sont en accord avec le projet. Il s'agit d'un secteur particulièrement créateur d'emplois, ceux-ci ont cru de 24% depuis 2000 et représentent 10% de l'emploi en France dont 83% dans les associations. Ainsi les acteurs de l'ESS animent en France 23 PCTE (pôles territoriaux de coopération économique) en réunissant des acteurs économiques, souvent des PME, des collectivités locales, des centres de recherche et de formation professionnelle pour construire des partenariats locaux dans les secteurs du bâtiment, des éco-activités, de l'agriculture, de la culture.

Ces programmes construisent de la résilience. Loin d'avoir une visée autarcique, la recherche de coopérations interterritoriales est partie intégrante de ces projets de maîtrise du développement local.

⁶ Selon le directeur de l'ADEME de la région Picardie

⁷ Ce secteur regroupe les coopératives, mutuelles, associations et fondations

La construction de la solidarité dans les pays gravement atteints par la crise⁸ :

En Espagne, le mouvement des places, en Grèce, au Portugal les résistances sociales ont suscité des lieux autogérés offrant aux populations des services gratuits multiples : centres sociaux, coopératives de production et de distribution, jardins partagés, cliniques sociales, réseaux d'entraide contre les expropriations, ... Ils mettent en pratique une démocratie horizontale, temps de parole identique pour tous, décisions au consensus... Leur slogan est significatif : « les 99% ne tolèrent plus la cupidité et la corruption des 1% ». Leurs objectifs sont : redevenir maître de son destin, répondre aux besoins par une action solidaire et responsable.

L'importance croissante de la « société civile »

La diffusion d'Internet permet la construction d'une démocratie de base. En témoignent le succès des alertes et pétitions en ligne. Elles contraignent les organisations à plus de transparence, à réparer leurs dégâts⁹, et sont une formidable école pour l'engagement et la responsabilité citoyens.

Internet facilite aussi les coopérations professionnelles : logiciels libres, ..., démontrant la possibilité et l'efficacité de nouvelles formes d'organisation du travail plus coopératives et moins hiérarchiques.

Les Organisations non Gouvernementales (ONG) jouent un rôle majeur en faveur du bien commun. Elles constituent une force internationale très active, dont l'efficacité va croissant, en faveur des droits sociaux et environnementaux des peuples du monde entier. Elles ont joué un rôle majeur dans le succès de la COP21. C'est leur pression et leur vigilance permanente qui permettra que les Nations mettent en œuvre au plus tôt leurs engagements et aillent au-delà.

Au plan local, des initiatives citoyennes tenaces, de longue haleine, aboutissent à des réalisations remarquables, prototypes à l'avant-garde d'un développement durable. En France, c'est l'exemple des Eoliennes en pays de Vilaine, projet d'initiative purement citoyenne, financé par 700 particuliers. Il y en a de multiples autres et sur tous les continents.

UN CHANGEMENT DE CULTURE VISANT PLUS DE SOUVERAINETE, D'AUTONOMIE ET DE COOPERATION

La mobilisation qui s'exprime dans les mouvements de la société civile porte une nouvelle **culture de responsabilité et une aspiration à l'autogestion**. Les mouvements alternatifs sont engagés dans la réalisation concrète de projets inspirés par l'exigence d'un développement durable. Ils expérimentent des modes de faire alternatifs : démocratie étendue, autogestion et diversité, coopération plutôt que concurrence,...

Les projets de territoires convoquent tous les acteurs concernés. Surmontant les cloisonnements sectoriels et professionnels ils initient une culture de **mixité des acteurs engagés** : pouvoirs publics aux différentes échelles, citoyens et ONG, entreprises de diverses natures, universités, chercheurs...

Ces initiatives développent une **culture de coopération plutôt que de concurrence**. Ainsi pour construire des boucles d'économie circulaire une coopération dans la durée est nécessaire. C'est également le cas des formes alternatives de commerce international développées par le commerce équitable.

Ces innovations économiques et sociales **partent des besoins des populations actuelles et à venir**, privilégiant un **développement inclusif**. En effet se focaliser sur les innovations technologiques pour

⁸ Voir le rapport d'Alice Carabate « la cohésion sociale en temps de récession prolongée : initiatives alternatives et formes de résistance – Espagne, Grèce, Portugal »

⁹ Ainsi une pétition d'Avaa a contraint Benetton, qui s'y refusait jusqu'alors, à indemniser les victimes de l'effondrement du Rana Plaza (usine textile du Bangladesh)

la conquête des marchés internationaux laisse de côté une grande partie des populations et engendre, bien souvent malheureusement, des infractions au principe de précaution.

Véritable paradigme de substitution en construction, le développement durable s'incarne dans des réalisations alternatives concrètes mais il inclut aussi la question d'une responsabilité à l'échelle mondiale – « le climat est un sujet à solidarité obligatoire¹⁰ ». Ainsi, loin de signifier un repli sur le local, ceux qui s'engagent dans ce sens portent l'idéal d'une citoyenneté mondiale.

Les solutions d'un développement durable démocratique dessinent ainsi une véritable sortie de crise en mobilisant les ressources locales, en créant des richesses et des emplois, en diffusant des valeurs de responsabilité et de solidarité, des valeurs d'engagement citoyen. Cela passe obligatoirement par une nouvelle culture de coopération, de responsabilité et d'autogestion.

Mais elles se heurtent au mur de toute la base installée : mentalités, modes de vie consuméristes, institutions, réglementations, organisation de la production.

CES INITIATIVES DE BASE PERMETTRONT-ELLES DE MENER UNE TRANSITION VERS UNE ALTERNATIVE DURABLE ?

Nous sommes à un point de bascule : Dans les opinions publiques est engagée une course de vitesse avec un populisme nihiliste qui se nourrit du désespoir. Une autre course de vitesse est engagée pour faire face à l'urgence climatique et environnementale.

Les réalisations locales peuvent être éphémères, l'énergie qu'il faut déployer pour leur pérennité peut manquer. Un vent contraire souffle sur les associations avec la crise des finances publiques et la diffusion d'un modèle libéral de management public, qui occulte leur fonction démocratique de révélation de l'intérêt général et de soin des biens communs en les considérant comme de simples prestataires de services¹¹

Ces expérimentations sont **diverses, éparpillées, manquent de visibilité**. Mais elles **savent déjà se coordonner** (cf. villes en transition, Alternatiba, transitions citoyennes, forums sociaux mondiaux, ...) et **faire entendre leur voix** jusque dans les réunions internationales.

La défiance à l'égard des corps intermédiaires est forte. Une mutation est indispensable pour qu'ils puissent devenir des stimulants et des relais de l'énergie citoyenne porteuse d'espoir.

Il est urgent

- D'accroître l'évaluation environnementale et sociale pour pouvoir discriminer les projets et orienter l'innovation, l'investissement et la consommation
- D'encourager l'investissement citoyen
- De décloisonner et propager une véritable culture de coopération multi-acteurs
- De transformer les corps intermédiaires en acteurs et relais d'une démocratie horizontale
- D'embarquer par tous moyens les firmes multinationales dans la transformation. La « soft law » et ses engagements volontaires est-elle suffisante ?

¹⁰ Citation de Pierre Radanne président de 4D

¹¹ Travaux de Jean Louis Laville CNAM